

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

**Procédure n°ASNR-2025-092 VERIF RADIOPRO CT et CSP
(ASNR/DSSP/DDIS/2025-00020)**

**Prestations de vérifications en radioprotection par un organisme
vérificateur accrédité conformément aux articles R.4451-40,
R.4451-41 et R.4451-44 du code du travail, et agréé conformément
à l'article R.1333-172 du code de la santé publique**

Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

**ASNR
15 rue Louis Lejeune,
92120 Montrouge**

Adresse internet : <https://www.asnr.fr/>

**Profil acheteur du pouvoir adjudicateur : [https://www.marches-
publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET ET PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 2.	FORME, MODE DE PASSATION, ALLOTISSEMENT ET DUREE	4
ARTICLE 3.	MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 4.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 5.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 6.	TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	10
ARTICLE 7.	PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	11
ARTICLE 8.	MODALITES DE PAIEMENT	13
ARTICLE 9.	CLAUSE DE REEXAMEN.....	14
ARTICLE 10.	PLAN DE PROGRES.....	15
ARTICLE 11.	PRESTATIONS SIMILAIRES	15
ARTICLE 12.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	16
ARTICLE 13.	OBLIGATIONS DE L'ASNR.....	17
ARTICLE 14.	PENALITES	17
ARTICLE 15.	NANTISSEMENT	18
ARTICLE 16.	DEFAILLANCE DU TITULAIRE ET EXECUTION DES PRESTATIONS A SES FRAIS ET RISQUES	18
ARTICLE 17.	RESPONSABILITES ET ASSURANCES	18
ARTICLE 18.	DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	19
ARTICLE 19.	RESILIATION.....	19
ARTICLE 20.	REGLEMENT DES DIFFERENDS	20
ARTICLE 21.	DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE.....	20

ARTICLE 22. ANNEXES AU CCAP..... 20

ARTICLE 1. OBJET ET PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

1.1 OBJET

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations relatives aux :

- vérifications initiales, et leur renouvellement, de l'efficacité des moyens de prévention contre les rayonnements ionisants (RI), par un organisme vérificateur accrédité (OVA) conformément aux articles R.4451-40, R.4451-41 et R.4451-44 du code du travail,
- vérifications des règles mises en place par le responsable de l'activité nucléaire (RAN) en matière de protection collective, de gestion de sources de rayonnements ionisants et de collecte, traitement et élimination des effluents et des déchets contaminés par des radionucléides ou susceptibles de l'être, par un organisme agréé par l'ASNR (OARP), conformément à l'article R.1333-172 du code de la santé publique.

Les spécifications techniques des prestations sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Le périmètre géographique des prestations est précisé dans le CCTP.

Les prix mentionnés dans l'annexe financière comprennent tous les frais professionnels de déplacements afférents à l'exécution des prestations, et font partie intégrante de la facturation du titulaire.

ARTICLE 2. FORME, MODE DE PASSATION, ALLOTISSEMENT ET DUREE

2.1 FORME

En application de l'article R2162-2 du Code de la commande publique, il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire (article L2125-1.1°) exécuté en partie par l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

2.2 MODE DE PASSATION

Compte tenu de ses caractéristiques, le présent **marché de services** est passé :

- sous le régime de la **procédure formalisée d'appel d'offres ouvert** telle que définie aux articles L2124-2, au 1° de l'article R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique,
- avec des modalités de publication conformes aux dispositions du 1° de l'article R2131-16 du Code de la commande publique : publication d'un avis de marché au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE – publicité obligatoire), au BOAMP et sur le profil acheteur :

Code(s) CPV	71700000-5 Services de surveillance et de contrôle
--------------------	--

2.3 ALLOTISSEMENT

Le présent accord-cadre n'est pas alloti dans la mesure où il ne permet l'identification de prestations distinctes.

2.4 DUREE

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification au titulaire.

L'exécution des prestations débutera le 1^{er} jour du mois qui suit la date de notification du marché, sauf si le marché est notifié le 1^{er} du mois, alors la date de notification vaut date de début d'exécution des prestations.

A titre indicatif, la date prévisionnelle de notification du marché est fixée à fin avril 2026.

Le marché est conclu pour une durée ferme de deux (2) ans à compter de la date de début d'exécution des prestations, reconductible tacitement deux (2) fois par période de douze (12) mois, sans que sa durée maximale ne puisse excéder quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction, l'ASNR notifie sa décision au titulaire par voie électronique au plus tard deux (2) mois avant la date de fin d'exécution de la période concernée.

Le titulaire sera tenu de respecter ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre, ou celle du dernier bon de commande émis, et au-delà si nécessaire pour les obligations afférentes à la confidentialité notamment.

ARTICLE 3. MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu sans minimum en valeur ou en quantité, et avec un montant maximum correspondant sur sa durée maximale d'exécution, périodes de reconduction tacite comprises, à 400.000,00 € HT.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord-cadre est constitué des pièces contractuelles désignées ci-dessous, par ordre décroissant de priorité, et dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'ASNR font seuls foi :

- l'acte d'engagement et ses annexes, dont l'annexe financière ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), et ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), et ses éventuelles annexes ;
- les règlements applicables sur les sites d'exécution des prestations de l'ASNR ;
- le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021,

- l'offre technique du titulaire.

Toute clause portée dans la proposition ou la documentation quelconque du titulaire contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'intégralité de l'accord est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont tout particulièrement concernées par cette disposition.

ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les modalités de suivi de la prestation sont celles mentionnées dans le CCTP, ou définies conjointement par les parties.

Une 1^{ère} réunion de lancement est planifiée dès que possible, et au plus tard dans les deux (2) semaines qui suivent la date de notification, les réunions de suivi d'exécution des prestations interviendront à la fréquence et selon les modalités pratiques (sur site, en visioconférence, ...) définies dans le CCTP, voire conjointement par les parties.

5.1 INTERLOCUTEURS DE L'ACCORD-CADRE

5.1.1 Interlocuteurs ASNR du titulaire

Dans le cadre de l'exécution des prestations, les référents de l'ASNR sont :

Interlocuteur du suivi de prestation	Madame Nacima SADI ASNR/DSSP/DDIS/SMRCR nacima.sadi@asnr.fr +33 1 58 35 94 36
Interlocuteur achat	Madame Ines SEKOL ASNR/DAF/SAC/CCA ines.sekol@asnr.fr +33 6 30 77 22 04

Ils sont les interlocuteurs principaux du titulaire pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

5.1.2 Interlocuteurs du titulaire

Le nom des interlocuteurs techniques et commerciaux dédiés du titulaire pour l'ASNR est mentionné dans son offre (nom, les coordonnées professionnelles et les références des interlocuteurs dédiés de l'ASNR pour chaque zone), et plus particulièrement celui de la personne en charge de l'exécution et du suivi des prestations.

Le titulaire veillera à s'organiser pour qu'en cas d'absence ou d'indisponibilité de l'interlocuteur dédié, un remplacement formé aux spécificités de l'accord-cadre puisse le remplacer le cas échéant, dont les coordonnées sont communiquées dans son offre.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à affecter les moyens humains et matériels nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Lorsque le personnel du titulaire étant amené à effectuer des prestations dans les locaux de l'ASNR, le titulaire s'engage à faire observer le règlement intérieur, ainsi que les règles de sécurité et accessibilité, d'hygiène et de confidentialité en vigueur sur lesdits sites. Pourront notamment être effectuées par l'ASNR des enquêtes administratives conditionnant l'accès sur site aux intervenants. De plus, les données auxquelles ces intervenants ont accès étant confidentielles, il appartient au titulaire de sensibiliser les intervenants sur ces points et de les faire respecter.

5.1.3 Accès du personnel au(x) site(s) de l'ASNR

Le personnel du titulaire devra se conformer aux règles de sécurité encadrant les conditions d'accès aux sites de déroulement des prestations, les personnels du titulaire pouvant dans ce cadre se voir refuser l'accès au site concerné le cas échéant.

A ce titre, il appartient au titulaire de se renseigner auprès des interlocuteurs techniques de l'ASNR sur les conditions de délivrance des laissez-passer ou d'autorisation de séjour accordés à son personnel dans le cadre du présent accord-cadre.

L'instruction d'une demande de Laissez Passer étant de deux (2) à trois (3) mois en moyenne, le titulaire s'engage à communiquer à l'ASNR la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations, dès la notification de l'accord-cadre.

Ce personnel doit être agréé par l'ASNR. La liste du personnel présentée pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'agents soit agréé pour permettre au titulaire de faire face à ses obligations.

Le titulaire s'engage à retirer sans délai tout agent qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

L'ASNR pourra s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs agents ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que la responsabilité de l'ASNR puisse être engagée de ce fait.

Le titulaire ne saurait justifier de retard dans l'exécution des prestations pour l'absence de laissez-passer.

5.2 PASSATION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commandes sont émis au fur et à mesure de la survenance des besoins de l'ASNR ; toute demande fait préalablement l'objet d'un devis détaillé conforme à l'annexe financière de l'accord-cadre.

A la survenance du besoin, l'ASNR contacte le titulaire par tout moyen à sa convenance afin de lui communiquer un descriptif de la prestation à réaliser comportant :

- la référence interne ASNR et la description succincte de la prestation à exécuter,
- le cas échéant, la spécification détaillée de la prestation à exécuter si sa description succincte ne suffit pas à la décrire suffisamment,
- les dates prévisionnelles d'exécution des prestations.

Sur la base de ce descriptif, le titulaire doit répondre dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés et proposer un devis détaillé comportant notamment pour chaque prestation identifiée :

- les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de la prestation,
- le planning détaillé de la prestation,

- le prix de la prestation.

En cas d'approbation du devis, l'ASNR émet un bon de commande, prenant la forme d'un ordre de service dans le système d'information financier de l'ASNR, mentionnant à minima :

- la référence au présent marché ;
- la date et le numéro d'ordre de service (au format 34xxxxxx valant n° d'engagement juridique associé) ;
- la désignation et l'adresse de l'émetteur de la demande ;
- le(s) numéro(s) d'identification et la description succincte de(s) la prestation(s) commandée(s) (en annexant éventuellement les spécifications détaillées) ;
- les dates d'exécution ;
- les montants HT et TTC de la prestation conformes aux prix indiqués dans le devis ;
- le taux ou le montant de la TVA applicable ;

Les ordres de services peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est celle indiquée en leur sein, durée qui ne peut cependant avoir pour effet de prolonger la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation de remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

En ce sens, la durée d'exécution d'un ordre de service émis le dernier jour de validité de l'accord-cadre ne saurait excéder trois (3) mois.

Partie sur devis de l'accord-cadre

Il est fait usage de cette partie sur devis de l'accord-cadre si l'exécution des prestations décrites dans le CCTP nécessite de mettre en œuvre des prestations complémentaires, en lien avec l'objet du marché, non chiffrées dans l'annexe financière mais nécessaires à l'accomplissement des prestations.

L'ASNR procédera selon le même processus que celui mentionné ci-dessus, pour les devis préalables émis sur la base de l'annexe financière.

5.3 DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution des prestations sont ceux mentionnés dans le CCTP et pourront être précisés par l'ASNR au moment de la réunion d'enclenchement et dans chaque ordre de service émis.

Ces délais sont indicatifs et peuvent être prolongés d'un commun accord entre les parties par échange de mails entre l'ASNR et le titulaire.

5.4 REMISE DES LIVRABLES

Les livrables de la prestation sont notamment décrits à l'article 5 du CCTP, leur réception étant réalisée suivant le principe défini ci-dessous :

- analyse par l'ASNR du livrable pour vérification ;
- version finale du livrable :
 - si le livrable est accepté sans remarque ; avec des remarques mineures, le titulaire prend en compte les éventuelles remarques et représente le livrable en incrémentant l'indice (exemple indice 1, un seul aller-retour pour des corrections mineures donne l'indice 1.1) ;

- si le livrable est refusé avec remarques, le titulaire traite ces remarques et soumet, dans un délai à définir d'un commun accord entre les parties, une nouvelle version du livrable à l'indice supérieur pour approbation. Le délai ouvert au titulaire pour présenter à nouveau les livrables après ajournement ne constitue pas une prolongation du délai contractuel d'exécution des prestations.

5.5 PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'ASNR est titulaire de tous les droits de propriété intellectuelle pouvant naître à l'occasion du présent marché.

Le titulaire cède à l'ASNR, automatiquement et au fur et à mesure de leur réalisation, l'intégralité des droits de propriété intellectuelle des différents éléments qui pourraient résulter de l'exécution des prestations, objet du marché, tels que le fichier de saisie, et les livrables au sens large, rapports et études et ne conserve pour lui-même aucun de ces droits.

Ainsi, le titulaire cède exclusivement à l'ASNR, pour toute exploitation et sur tout support, actuel ou futur, connu ou inconnu, l'ensemble des droits d'auteur attachés aux prestations, à savoir :

- le droit de reproduction en tout ou partie de l'élément considéré, par tout moyen, notamment par impression, procédés analogues et sur tout support actuel ou à venir, connu ou inconnu, notamment papier, support numérique et site internet ;
- le droit de représentation, publication et édition en tout ou partie de l'élément considéré, par tout procédé, notamment dans le cadre de présentation ou projection publique, par affichage, exposition, enregistrement numérique, disque multimédia ;
- les droits d'édition, d'adaptation, de correction, développement, traduction en tout ou partie de l'élément considéré, sous toute forme ;
- le droit d'utilisation, de diffusion au public, d'utilisation et d'exploitation de tout ou partie l'élément considéré, par tout moyen, sur tout support notamment papier, support numérique ou produit de merchandising, à titre gratuit ou onéreux.

La cession est consentie pour le monde entier, et pour la durée de protection de chaque élément considéré par le droit d'auteur.

En outre, l'ASNR pourra céder ou concéder librement les droits précédemment mentionnés à des tiers. L'ASNR aura la faculté de procéder, en son nom propre, à toutes formalités en vue de la préservation des droits ainsi cédés. Ainsi l'ASNR est autorisé à procéder en son nom à tout dépôt de dessin et modèle, ou de marque, ou brevet, pour tous les éléments résultant de la réalisation de la prestation. L'enregistrement des titres de propriété intellectuelle en tous pays, qui pourrait être effectués, sera la propriété définitive et irrévocable de l'ASNR.

5.6 OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION

Les prestations exécutées sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux exigences contractuelles.

Les opérations de vérification et d'admission sont effectuées conformément aux articles 27 à 31 du CCAG-FCS, et donnent lieu à une décision de l'ASNR d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

5.7 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Le titulaire présentera a minima à chaque date anniversaire du marché un bilan des mesures et actions entreprises sur l'année écoulée tant au niveau de son entreprise, que de l'exécution du présent marché le cas échéant s'agissant a minima des considérations environnementales et sociales ci-dessous énoncées.

5.7.1 Considérations environnementales

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire met en œuvre tous les moyens, procédures, démarches et politique environnementale et tout autre aspect, notamment sur les points suivants :

- L'empreinte écologique,
- Le transport et les déplacements, la gestion de la base documentaire,
- La sobriété numérique,
- L'économie des ressources et des énergies,
- La réduction, le tri et la valorisation des déchets,
- La sécurité des intervenants.

afin de limiter l'émission de gaz à effet de serre (GES), et préserver l'environnement.

En matière de déplacement de ses personnels, le titulaire recourt, lorsque les trajets le permettent, à des solutions alternatives au transport routier motorisé, en privilégiant les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine (sans moteur) ou les transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable dans le cadre de la réalisation des prestations, le titulaire :

- privilégie des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou en encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur,
- forme l'ensemble de ses personnels conducteurs à l'écoconduite, a minima chaque année.

5.7.2 Considérations sociales

Le titulaire s'engage à promouvoir l'égalité, la diversité et l'inclusion sociale a minima dans son entreprise, voire dans le cadre de l'exécution des prestations, et s'engage à réaliser des actions d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire s'engage en outre à mettre en œuvre des mesures concrètes et adaptées visant à prévenir les troubles musculosquelettiques (TMS) des intervenants.

ARTICLE 6. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre du traitement de données à caractère personnel occasionné dans le présent marché, l'ASNR et le titulaire s'engagent à respecter les obligations leur incombant en application de la réglementation en vigueur et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les conditions relatives au traitement des données personnelles sont précisées dans le contrat de sous-traitance afférent, annexé à l'acte d'engagement.

ARTICLE 7. PRIX DE L'ACCORD-CADRE

7.1 PRIX TECHNIQUE

Conformément à l'article R2112-6 du Code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont des prix unitaires, appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

7.2 CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ainsi que la cession des droits de propriété intellectuelle et d'utilisation des résultats telle que précisée au présent CCAP. Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Ils intègrent notamment l'ensemble des fournitures, logiciels et matériels nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prix indiqués dans le marché sont hors TVA. Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

7.3 PRIX ECONOMIQUE – VARIATION DES PRIX

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres qui est appelé « mois zéro » ou M0 et fixé au mois de **mars 2026**.

Les prix de l'accord-cadre sont révisables annuellement à chaque date anniversaire de la date de début d'exécution effective des prestations, selon la formule suivante :

$$P_N = P_{\text{mois zéro}} \times Cr$$

P_N = prix HT révisés au titre de l'année de révision N.

$P_{\text{mois zéro}}$ = prix HT établis aux conditions économiques du mois de **mars 2026**

Cr = coefficient de révision.

avec :

$$Cr = 0,30 + [0,70 \times (SPST - M_N / SPST - M_{T0})]$$

$SPST - M_{T0}$ = valeur de l'indice INSEE « Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A21 MZ – Services professionnels, scientifiques et techniques » (identifiant 010766360) définitive connue à la date d'établissement du contrat, soit la valeur de **T4 2024 (108,4)**

SPST – M_N = valeur de l'indice INSEE « Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A21 MZ – Services professionnels, scientifiques et techniques » (identifiant 010766360) **définitive connue à la date de la révision des prix**

Indice utilisé : *INSEE Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A21 MZ – Services professionnels, scientifiques et techniques - Base 2021 » (identifiant 010766360) : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766360>*

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché (avenant) ne soit nécessaire.

7.3.1 **Clause de sauvegarde et butoir**

Clause de sauvegarde

L'ASNR se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée des prestations en cas d'augmentation de plus de trois (3) % par rapport aux prix initiaux, puis prix révisés.

Cette décision de résiliation est notifiée au titulaire dans un délai maximal de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception des nouveaux tarifs par l'ASNR.

Néanmoins, si des circonstances particulières devaient entraîner une augmentation supérieure au pourcentage fixé ci-dessus, le titulaire devra adresser à l'ASNR un courrier expliquant les raisons qui justifient ce réajustement exceptionnel des prix.

Clause butoir

Si l'augmentation de prix résultant de la révision est supérieure à trois (3) %, l'ASNR se réserve la possibilité de bloquer la révision au pourcentage indiqué.

7.3.2 **Communication des prix révisés**

Le titulaire est tenu de communiquer à l'ASNR les prix révisés ainsi que leur mode de calcul (notamment date d'établissement des calculs, indice INSEE utilisé, valeur de l'indice définitive connue à la date de révision des prix, % de hausse), au plus tard la veille de la date anniversaire de révision des prix.

A défaut, les anciens tarifs seront reconduits jusqu'à réception et acceptation par l'ASNR des nouveaux tarifs.

Le détail des prix révisés sera adressé à :

ASNR
DAF/SAC
A l'attention d'Inès SEKOL
Bâtiment 27 Bureau 128
Boîte Postale n° 17
92262 FONTENAY-AUX-ROSES CEDEX

7.3.3 Clause de suivi du montant maximum

Afin d'anticiper toute atteinte du montant maximum de l'accord-cadre, et dans la mesure où la consommation du marché atteint successivement 65% et 80% du montant maximum, le titulaire en informe l'ASNR dans un délai de cinq (5) jours calendaires dès atteinte de ces seuils.

L'absence d'information peut entraîner l'application de pénalités.

L'ASNR et le titulaire sont tenus d'échanger périodiquement sur le suivi des consommations.

ARTICLE 8. MODALITES DE PAIEMENT

8.1 AVANCES ET ACOMPTES

Avance

Le titulaire, sauf s'il y renonce en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement, bénéficie de l'avance lorsque le montant de chaque bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Son taux est de 30 % du montant du bon de commande TTC.

Modalités de remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, à chaque transmission des demandes de paiement des prestations par le titulaire. Il s'effectue par précompte sur les sommes dues au titre d'acomptes et de solde selon les modalités suivantes : montant TTC des prestations facturées multiplié par le taux de l'avance prévu au marché.

La facture devra indiquer :

- Le montant TTC des prestations réalisées ;
- Le montant TTC déduit au titre de l'avance perçue (selon la formule de remboursement précitée) ;
- Le montant TTC à régler après déduction du remboursement de l'avance ;
- Le montant TTC de l'avance restant à rembourser.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre, et le montant de l'avance affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Acompte

Le présent marché donne droit au paiement d'acomptes, dans les conditions prévues à l'article L2191-4 et R2191-20 à R2191-23 du Code de la commande publique.

8.2 PAIEMENT ET DELAI DE PAIEMENT

Le paiement sera réalisé sur le budget de l'ASNR qui se libèrera des sommes dues par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la réception de la facture conforme par l'ASNR.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation d'une facture, et après admission des prestations et certification du service fait par l'ASNR, à terme échu.

8.3 FACTURATION

Le paiement est effectué sur présentation d'une facture électronique déposée sur CHORUS PORTAIL PRO (CPP - <https://chorus-pro.gouv.fr>).

Le titulaire transmet une facture par instance qui devra impérativement :

- **référencer l'ASNR via son SIRET n° 130 001 803 00035,**
- comporter, outre les mentions légales obligatoires, le numéro de l'ordre de service (au format 34xxxxxx),
- et les références bancaires ou postales du compte du fournisseur à créditer.

Toute facture incomplète ou parvenant avant les échéances contractuelles concernées sera réputée non conforme et sera renvoyée à l'émetteur par le biais de CPP. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture dûment rectifiée et conforme.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres des versements est :

Monsieur le Président de l'ASNR
15 rue Louis Lejeune
92120 MONTRouGE

Le comptable assignataire des versements est :

Service du contrôle budgétaire et comptable du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (SCBCM - MTECT) GRANDE ARCHE DE LA DEFENSE- PAROI SUD 92055 La Défense cedex Tél. 01 40 81 67 21	ASNR CENTRE-COMPTABLE / SFACT Boîte postale n°17 92262 Fontenay-aux-Roses Cedex
--	--

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus à l'article R2191-59 du Code de la commande publique est : Monsieur le Président de l'ASNR

ARTICLE 9. CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre prévoit la possibilité pour l'ASNR de faire évoluer ou d'ajuster certaines conditions d'exécution du contrat, dont notamment :

- les modalités d'exécution des prestations,

- l'extension ou diminution du périmètre technique initial du marché, notamment en cas d'évolutions réglementaires, ou de nouvelles typologies/formes de vérifications,
- l'extension ou diminution du périmètre géographique couvert, par l'ajout ou la suppression de sites concernés,
- l'ajout de nouveaux prix dans l'annexe financière par devis (**cf article 5.2 du présent CCAP**), si l'exécution des prestations décrites dans le CCTP nécessite de mettre en œuvre des prestations complémentaires en lien avec l'objet du marché non chiffrées dans l'annexe financière, mais devenues nécessaires à l'accomplissement des prestations,
- l'identification de nouvelles prestations.

Le réexamen des conditions d'exécution du contrat s'opère lors des réunions de suivi des prestations, et donne lieu à la formalisation des évolutions au sein d'un procès-verbal signé par les parties, valant modification du marché (au sens de l'article R2194-1.1° du Code de la commande publique) ; à l'exception de l'ajout de nouveaux prix dans l'annexe financière s'opérant par simple devis.

ARTICLE 10. PLAN DE PROGRES

Dans le cadre d'une démarche de progrès permanent, le titulaire propose à l'ASNR un plan de progrès au cours de l'exécution des prestations, et précise : les axes de progrès possibles, les indicateurs de mesure/suivi, une quantification des gains financiers et/ou non financiers potentiels, ainsi qu'un planning de mise en œuvre des actions pouvant engendrer ces progrès.

De manière générale, le titulaire s'engage durant l'exécution des prestations à :

- accroître la satisfaction de l'ASNR,
- fournir des prestations de qualité permanente dans le respect du service attendu par l'ASNR,
- améliorer en permanence les aspects sécurité, qualité et environnement liés à la réalisation des prestations,
- faire profiter l'ASNR de tous les progrès de la technique, ainsi que de toutes les améliorations possibles en termes de méthodes, d'organisation, d'optimisation des processus, d'innovation, de matériaux et d'outillages mis en œuvre lors de l'exécution des prestations.

La première année d'exécution effective des prestations est considérée comme une année de mise en place et de connaissance. Le titulaire devra néanmoins faire une proposition de plan de progrès pour la deuxième année à l'ASNR au plus tard deux (2) mois avant la fin de la 1ère année. Cette proposition est ajustée et validée par l'ASNR au plus tard à la fin de la première année d'exécution des prestations.

Les actions de progrès et les gains qui en résultent sont constatés conjointement par l'ASNR et le titulaire à l'occasion des réunions de suivi.

S'agissant des années ultérieures, les pistes de progrès mises en œuvre les années précédentes seront ajustées ou revues, le cas échéant, en fonction des besoins/évolutions constatés.

ARTICLE 11. PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, l'exécution d'un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires pourra être confiée au titulaire du présent marché, passé après mise en concurrence.

Les prestations similaires consistent en la répétition des services confiés au titulaire, doivent être conformes au projet de base qui doit avoir précisé les services supplémentaires possibles, et les conditions de leur attribution.

Le montant total envisagé, y compris celui des nouveaux services, ne doit pas remettre en cause les modalités de mise en concurrence initiale. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 12. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

12.1 OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat dans le cadre de l'exécution du présent marché, à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'ASNR pour toute question touchant directement ou indirectement la réalisation des prestations, et a pour obligation d'informer l'ASNR dès lors qu'il identifierait un conflit d'intérêt relatif à l'objet des prestations, susceptible de compromettre la neutralité des travaux qui lui sont confiés.

A défaut d'une information du titulaire, l'ASNR pourra résilier le contrat de façon unilatérale, sans préavis et sans indemnités pour le titulaire.

Le titulaire s'engage à affecter le personnel et le matériel nécessaires tant en nombre qu'en qualification pour effectuer les prestations qui lui seront confiées au titre du présent marché. Il doit s'assurer d'obtenir les niveaux de qualité requis et définis au CCTP.

12.2 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Si avant la notification du marché ou au cours de son exécution, le titulaire reçoit communication à titre secret ou confidentiel de renseignements ou documents, il est tenu d'en maintenir la confidentialité.

Le titulaire s'engage formellement tant pour lui-même que pour ses collaborateurs, à ne jamais communiquer ni publier en France et/ou à l'étranger, sans autorisation préalable et écrite de l'ASNR, les résultats issus des prestations effectuées ainsi que les renseignements de toute nature dont il aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution des missions que lui confie l'ASNR, et cela, sans limitation dans le temps.

Tous les documents qui seront remis au prestataire pour les besoins de la prestation ne seront utilisés que dans le cadre strict de cette prestation et seront rendus à l'issue de la prestation.

Les stipulations du présent article ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle ou à celles déjà connues du public.

12.3 OBLIGATION DE REVERSIBILITE

Le titulaire s'engage à effectuer sur demande de l'ASNR dans un délai maximal d'un (1) mois, en cours d'exécution de l'accord-cadre, et/ou à son terme, un transfert des compétences, et à :

- remettre à l'ASNR tous résultats et livrables produits ou améliorés, ou documents autres, réalisés dans le cadre de l'exécution des prestations,
- fournir à l'ASNR et/ou au titulaire d'un nouveau marché tout le soutien nécessaire dans le cadre des phases d'initialisation et de prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 13. OBLIGATIONS DE L'ASNR

L'ASNR s'engage à communiquer au titulaire toutes les données, informations et documents qui sont en sa possession et qui sont utiles à la réalisation des prestations.

L'ASNR garantit le titulaire de toute action relative aux droits de propriété desdites données, informations et études mises à sa disposition.

L'ASNR s'engage à faciliter l'accès du titulaire aux informations détenues par ses soins, relatives à l'objet du marché.

ARTICLE 14. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités peuvent s'appliquer à chaque constat de manquement aux obligations contractuelles sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, et à compter du lendemain du jour ou de l'heure où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Elles sont cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant des pénalités est plafonné à trente (30) % du montant de la facture.

L'ASNR peut appliquer une pénalité forfaitaire pour chaque constat de retard d'exécution, d'inexécution totale ou partielle ou de mauvaise exécution, d'un montant de deux cents (200) euros par jour ouvré et par manquement, constaté à compter de la date contractuelle.

En cas de prolongation des délais d'exécution convenue d'un commun accord entre les parties et formalisée par email, le titulaire est exonéré de l'application des pénalités de retard.

14.1 MODALITES DE TRAITEMENT

Les pénalités sont prélevées par précompte sur les sommes dues au titre d'acompte ou de solde.

14.2 CARACTERE DES PENALITES

Les pénalités appliquées au titulaire ont un caractère non libératoire.
Leur application ne prive pas l'ASNR de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé à l'ASNR.

ARTICLE 15. NANTISSEMENT

En cours d'exécution du marché, le titulaire qui souhaite céder ou nantir sa créance, en informe l'acheteur qui lui communique :

- soit un certificat de cessibilité
- soit une copie de l'original de l'acte d'engagement revêtue d'une mention signée par l'acheteur indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

ARTICLE 16. DEFAILLANCE DU TITULAIRE ET EXECUTION DES PRESTATIONS A SES FRAIS ET RISQUES

En cas d'inexécution, de prestations qui par leur nature, ne peuvent souffrir d'aucun retard, ou si l'exécution des prestations entraîne un retard compromettant du fait du titulaire ou le non-respect des dispositions relatives à la confidentialité, l'ASNR peut de plein droit passer une commande de substitution avec un autre prestataire aux frais et risques du titulaire défaillant, y compris dans le cas où ces faits n'entraînent pas la résiliation du marché.

Le titulaire doit fournir toutes les informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à l'exécution de la commande de substitution par le tiers désigné par l'ASNR.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 17. RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ASNR et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, et notamment :

- Pour les pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour les pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour les vols et détérioration du matériel de l'ASNR dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le titulaire est ainsi responsable dans les conditions du droit commun, des dommages directs de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'ASNR, les salariés et agents de l'ASNR, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au sein du présent marché.

Le titulaire renonce à tout recours contre l'ASNR pour les dommages de toute nature que le matériel, dont il est propriétaire ou locataire, pourrait subir et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants et des assureurs de ce matériel, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'ASNR.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'ASNR et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 18. DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'ASNR les modifications survenant au cours de l'exécution des prestations du présent marché. En cas de manquement à cette obligation, l'ASNR ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire s'engage à fournir :

- pour lui-même et, le cas échéant, pour le compte de son ou de ses cotraitants(s)/sous-traitant(s), tous les six (6) mois à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail,
- chaque année, une attestation de police d'assurance de responsabilité pour les risques pertinents

Ces documents sont déposés par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'ASNR à l'adresse suivante : www.e-attestations.fr

Si le titulaire recourt, en cours d'exécution de l'accord-cadre, à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

L'ASNR se réserve le droit de résilier le marché, en cas de manquement du titulaire aux obligations visées ci-dessus.

ARTICLE 19. RESILIATION

19.1 GENERALITES

Pour toute mise en œuvre d'une résiliation par l'ASNR au titre du présent marché, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse, à l'exception d'une résiliation en raison du non-respect des dispositions relatives à la perte d'agrément ou d'accréditation, nécessaire à la réalisation des vérifications de radioprotection au titre du code de la santé publique et du code du travail, au périmètre géographique ou à la confidentialité, qui ne requièrent aucune mise en demeure préalable.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'ASNR informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

19.2 RESILIATION EN CAS D'EVENEMENTS EXTERIEUX AU MARCHE

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-FCS.

19.3 RESILIATION EN CAS D'EVENEMENTS LIES AU MARCHE

Sauf indication contraires, les résiliations sont réalisées sans indemnités.

En cas de cession du marché

Dans le cas où le marché fait l'objet d'une cession, et que le nouveau cessionnaire du marché ne présente pas les capacités techniques et financières suffisantes, l'ASNR peut prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

En cas de faute du titulaire

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

ARTICLE 20. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, il sera fait application des dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS.

Le tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de Cergy Pontoise.

ARTICLE 21. DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE

L'article 14 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

ARTICLE 22. ANNEXES AU CCAP

Annexe 1	Sans objet
----------	------------